

L'organisation

Réseau international de parlementaires organisés par région afin de promouvoir l'intégrité de la gouvernance et de combattre la corruption.



« En tant que parlementaires, nous sommes chargés de demander des comptes à nos gouvernements et de combattre la corruption. »

-M. John Williams, député et président du
Comité permanent des comptes publics
Chambre des communes, Canada

COMITÉ EXÉCUTIF

John WILLIAMS, Canada,
président

Musikari KOMBO, Kenya

Naser AL SANE, Koweït

Cesar JAUREGUI, Mexique

Mary KING, Trinité-et-Tobago

Edgardo ANGARA, Philippines

SECRÉTARIAT

Centre parlementaire
255, rue Albert, pièce 802
Ottawa (Ontario)
CANADA K1P 6A9
Tél. : (613) 237-0143
Fax : (613) 235-8237

Martin ULRICH,
Secrétaire exécutif
ulricm@parl.gc.ca

Meaghan CAMPBELL,
Gestionnaire de programme
campbme@parl.gc.ca

La GOPAC a été créée en octobre 2002 lors d'une conférence internationale qui s'est tenue à Ottawa et qui a réuni plus de 170 parlementaires d'une soixante de pays. La conférence se déroulait sous les auspices du Parlement canadien, de l'Institut de la Banque mondiale et de l'Agence canadienne de développement international.

Société sans but lucratif constituée en vertu de la loi canadienne, la GOPAC est dirigée par un conseil d'administration international élu par les chapitres régionaux et dont le comité exécutif est présidé par John Williams, député canadien et président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

La GOPAC peut compter sur un secrétariat professionnel qui loge dans les locaux du Centre parlementaire. Le secrétariat appuie les travaux du comité exécutif et du conseil d'administration, s'occupe des programmes et des communications et veille sur les finances de la GOPAC. Organisme canadien sans but lucratif, le Centre parlementaire sert depuis plus de 30 ans les parlementaires du monde entier.

Le programme

Avec des experts, nous collaborons à élaborer des initiatives concrètes pour surmonter des enjeux et combattre la corruption

Initiatives mondiales

La GOPAC s'attaque au fléau de la corruption avec des initiatives précises qui apportent des résultats concrets et clairs. Ainsi, l'Initiative de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité (ILRPC) a mis sur pied un groupe de travail chargé de collaborer avec des experts du domaine, par exemple le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

La GOPAC tient ses membres au courant des progrès de ces projets et produits. La GOPAC soutient la création et la mise en oeuvre des traités, des conventions et des accords internationaux sur les questions comme le blanchiment de capitaux.

Initiatives régionales

Les parlementaires des chapitres régionaux luttent contre la corruption en s'entraînant et en partageant leur savoir.

Les chapitres régionaux cernent les occasions de mettre en oeuvre les accords et traités internationaux et régionaux dans leur coin du globe et aident les parlementaires à remplir leur rôle de chien de garde du parlement. Quelques exemples d'activités : s'assurer que le vérificateur général fait respecter les règles de transparence et d'imputabilité et offrir aux nouveaux parlementaires de la formation sur l'imputabilité.

Initiatives nationales

Aider les parlementaires à combattre la corruption dans leurs pays respectifs est une entreprise qui nécessite des outils spéciaux et de la formation.

En plus de la mise à jour d'un guide sur les parlementaires et la lutte contre la corruption, des initiatives spéciales sont en cours ou prévues : la lutte au blanchiment de capitaux; la formation pour les nouveaux parlementaires; la surveillance budgétaire; le financement électoral; les codes de conduite des parlementaires. Dans chaque cas, des équipes internationales de parlementaires travaillent avec des experts ou des organismes pour créer des produits.

Le financement

La GOPAC prévoit qu'il lui en coûtera 300 000 \$US par année pour administrer son programme central. Elle sera financée pendant au moins trois ans par un ensemble d'agences de développement. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et l'Institut de la Banque mondiale se sont ainsi déjà engagés à financer la GOPAC et on cherche d'autres sources de financement. Les fonds ainsi obtenus couvrent les frais de fonctionnement du secrétariat. Les membres de la GOPAC ne sont pas rémunérés.

La GOPAC recherche d'autres fonds pour payer les frais liés à des initiatives précises comme l'Initiative de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité (ILRPC), aux réunions annuelles de son conseil d'administration, à sa conférence bisannuelle et à son site Web.

La GOPAC tisse des liens avec des organisations comme le FMI, la Banque mondiale, l'OEA et les Nations Unies, des banques de développement régional ainsi que des ONG comme Transparency International. L'objectif est de rehausser la valeur des initiatives existantes et des organisations.



Les chapitres

Des chapitres régionaux et nationaux existent dans toutes les régions du globe.

Les chapitres régionaux de la GOPAC travaillent dans un contexte local et régional, afin d'aider les parlementaires à aborder les problèmes de corruption et à promouvoir la bonne gouvernance. Le secrétariat de la GOPAC sert de point de rencontre pour la GOPAC et ses chapitres régionaux et nationaux.

Voici la liste des chapitres de la GOPAC :

Afrique : Réseau de parlementaires africains contre la corruption (APNAC) [*y compris l'Afrique du Sud du Sahara*]

Sous-chapitres nationaux : Tchad, Kenya, Mali, Niger, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, et Zimbabwe

Asie du Nord-Est : Réseau de parlementaires de l'Asie du Nord-Est contre la corruption (NEAPAC)

Sous-chapitre national : République de Corée

Asie du Sud-Est : Réseau de parlementaires de l'Asie du Sud-Est contre la corruption (SEAPAC)

Moyen-Orient : Réseau de parlementaires arabes contre la corruption (APAC) [*en préparation*]

Europe : GOPAC EUROPE

Russie : Parlementaires pour le contrôle parlementaire (PPC)

États indépendants de l'ancienne Union soviétique : Réseau de parlementaires des nouveaux états indépendants contre la corruption (NISAPAC) [*en préparation*]

Sous-chapitre régional : Caucase

Amérique du Nord : Réseau de parlementaires nord-américains contre la corruption (NAPAC)

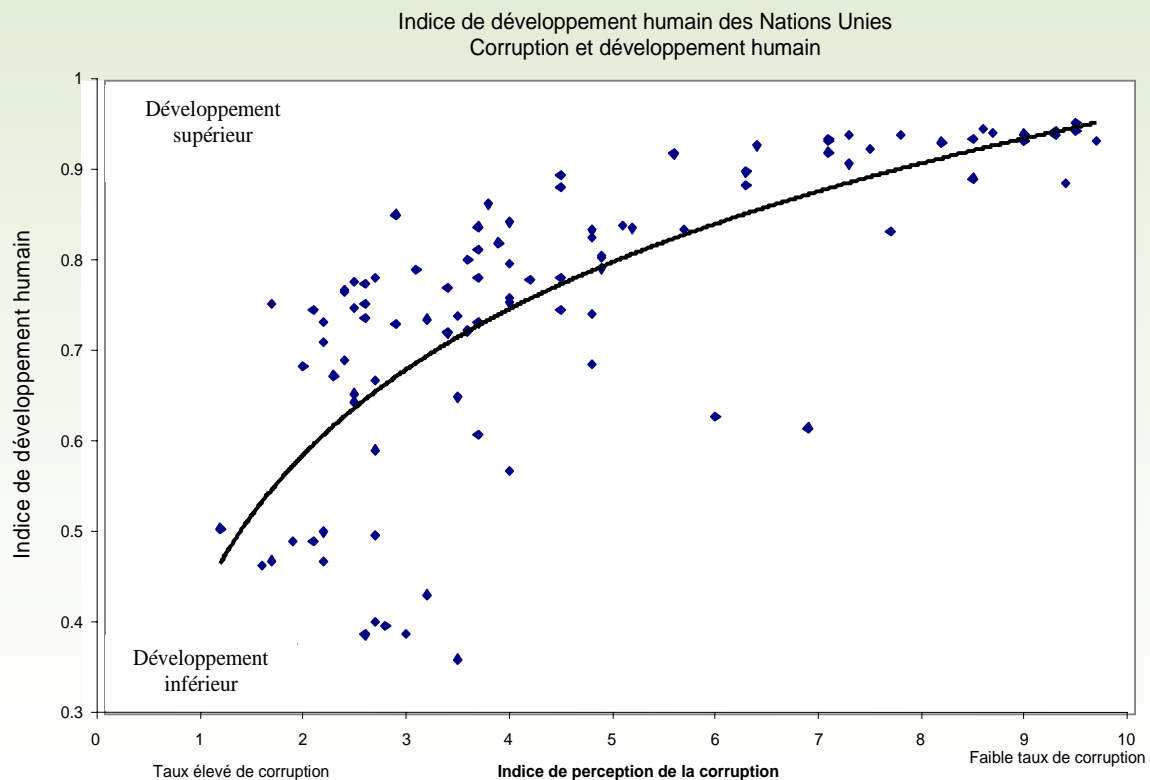
Sous-chapitre national : Canada

Amérique latine : Réseau de parlementaires d'Amérique latine contre la corruption (LAPAC)

Le développement et la corruption

La corruption n'est pas seulement une affaire de morale; elle détruit la richesse, la sécurité, les services sociaux et la confiance dans la démocratie.

Le lien entre la forte incidence de la corruption et le faible développement économique est bien connu. Le tableau ci-dessous illustre le lien entre la corruption — telle que représentée par le récent Indice de perception de la corruption de Transparency International — et l'Indice de développement humain des Nations Unies.



Le site Web

Le site Web offre aux parlementaires de l'information, des documents de formation, un lieu de discussion et des moyens pour parvenir à un consensus sur la lutte contre la corruption.

Notre site Web a quatre fonctions...

1. Leadership

Activités, nouvelles et événements du conseil d'administration et du comité exécutif de la GOPAC.

2. Information

Information, ressources et programmes de la GOPAC.

3. Discussions

Des équipes de parlementaires et d'experts travaillent sur des dossiers et des outils qui intéressent les membres.

4. Connectivité

Liens avec les chapitres, les collègues et les organisations.

Le site Web de la GOPAC sert avant tout à informer. C'est un lieu où les membres et des experts peuvent discuter des dossiers clés.

La prochaine étape consistera à y afficher des renseignements fondamentaux et à élaborer et à mettre à l'essai les protocoles qui régiront les discussions.

Visitez le site Web de la GOPAC à www.gopacnetwork.org